

MARC GERARD

REPRÉSENTANT RÉSIDENT DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

“Les orientations sont globalement bonnes”

Le nouveau Représentant Résident du FMI à Madagascar, qui a pris ses fonctions en août 2018, a occupé divers postes au sein de cette institution depuis 10 ans. Après avoir travaillé sur la Côte d'Ivoire et la Géorgie, c'est au département Europe qu'il œuvrait encore en début d'année. Marc Gerard arrive dans le pays en pleine préparation de la 4^{ème} revue du programme FEC (Facilité Élargie de Crédit) dont l'objectif prioritaire est de faciliter l'ajustement de la balance des paiements. En dehors de cet aspect macro-économique principal, différents objectifs politiques et sociaux sont au cœur des préoccupations du Représentant Résident.

Le Mémento : Quel jugement portez-vous sur les performances macroéconomiques de Madagascar ?

Marc Gerard : Je suis positif au regard des tendances et résultats de nos indicateurs de référence. A l'heure où je vous rencontre (ndlr: mi-novembre), les chiffres confirmés dont nous

disposons ne concernent que le premier semestre. La croissance économique devrait atteindre les 5% cette année, en sensible augmentation par rapport à l'année précédente. L'inflation est sous contrôle et en légère baisse. Elle ne devrait pas dépasser les 7,7%. Globalement, et il faut insister sur le caractère général de ce terme, le niveau de

vie des malgaches semble donc devoir s'être amélioré. Certes, la croissance est loin d'être aussi inclusive et équitablement partagée que nous le souhaiterions mais il est indispensable de disposer d'un environnement économique stable afin d'envisager un développement qui profiterait réellement au plus grand nombre. Pour en rester

en outre, contenues dans les limites prévues.

Un critère cependant n'a pas été totalement rempli. Il s'agit des dépenses sociales. Il est essentiel d'allouer l'espace budgétaire là où il est le plus utile, c'est-à-dire dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'eau notamment, et nous veillons à ce que les dépenses

Un critère n'a pas été totalement rempli. Il s'agit des dépenses sociales...



au niveau de la stabilité macro-économique, il faut par ailleurs noter que la maîtrise de l'inflation s'est effectuée sans préjudice d'aucune fragilisation de la position extérieure. La Banque Centrale a continué à accumuler des réserves qui sont à un niveau record. Ceci est très important, dans une période électorale et ses incertitudes, pour rassurer les investisseurs, les marchés et les banques. Dans l'ensemble donc, les orientations sont bonnes.

Le Mémento : Est-ce à dire que les autorités malgaches ont tenu leurs engagements ?

M.G. : Pour l'essentiel et jusqu'à ce jour, ce fut effectivement le cas. La mobilisation des recettes a été d'actualité et la pression fiscale, encore extrêmement faible y compris par rapport à des pays de niveau de développement comparable, devrait avoisiner cette année les 12% du PIB, au-dessus de l'objectif initialement prévu pour 2019. Nous avons donc de l'avance même si l'on risque d'être un peu en-deçà de nos premières estimations car il y a eu un petit ralentissement cet hiver. Le budget est bien tenu. L'indicateur des recettes moins les dépenses financées domestiquement est en équilibre. Les subventions sont,

dans ces secteurs augmentent régulièrement. Nous sommes confiants que l'objectif prévu pourra être atteint car certaines dépenses d'investissement, qui ont été programmées, ont mis du temps à être exécutées.

Le Mémento : Ne demeure-t-il pas l'éternel problème de la corruption et de la mauvaise gouvernance qui semblent annihiler la plupart des bons indicateurs macroéconomiques ?

M.G. : “Annihiler” me semble être un terme un peu fort. Tout le monde a pu noter que le premier Pôle Anti-Corruption a ouvert au mois de juin, notamment suivant une demande du FMI. Il est opérationnel et nous surveillerons qu'il puisse exercer convenablement sa mission. Nous allons également faire notre possible pour que les lois sur le recouvrement des avoirs illicites et le blanchiment d'argent, en attente d'examen par le Parlement, soit votées. Nous veillerons par la suite à ce qu'elles soient accompagnées de leurs décrets d'application et qu'elles soient réellement mises en œuvre.

Pour la 4^{ème} revue, les discussions se poursuivent ce qui est tout à fait habituel et elles porteront sur des sujets sur lesquels

nous aimerions recueillir des engagements forts tels que les subventions au secteur pétrolier ou à la JIRAMA mais également concernant l'adoption des deux lois que nous venons d'évoquer et que nous souhaitons voir adopter d'ici la fin de l'année.

En résumé, une appréciation positive pour tout ce qui a été fait par une administration, il faut le reconnaître, qui a joué le jeu de ces réformes et démarches parfois contraignantes. Mais il ne

s'agit pas non plus d'accorder un satisfecit général car, nous venons de l'évoquer, il faut insister sur la nécessité de régler quelques problèmes récurrents.

Le Mémento : Pourquoi ce pays doté d'importantes richesses connaît-il encore un taux de pauvreté si élevé ?

M.G. : Pour faire fructifier les potentialités économiques souvent évoquées dans le cas de Madagascar, il faut deve-

lopper tout d'abord un cadre macroéconomique stable, donner à l'État la responsabilité mais aussi les moyens d'investir dans les infrastructures et l'éducation ainsi qu'améliorer la gouvernance pour permettre d'instaurer un climat des af-

voir investir dans des infrastructures de santé et d'éducation principalement.

À Madagascar, il y a un héritage historique à ne pas négliger mais aussi un problème général de gouvernance et très probablement, générations

Pour faire fructifier les potentialités économiques, il faut développer tout d'abord un cadre macroéconomique stable



fares susceptible d'attirer des investissements privés d'origine domestique ou étrangère. Nous veillons, par exemple, à ce que l'exploitation des ressources, notamment minières, s'effectue dans un environnement juridique stabilisé qui permette d'offrir des retombées fiscales suffisantes pour l'État. Les investisseurs doivent travailler en symbiose avec des contractants locaux. L'État doit retirer, en toutes occasions, la juste part qui lui revient de manière à pou-

après générations, de pilotage macro-économique médiocre. Tout le rôle du FMI est de permettre d'exploiter au mieux, c'est-à-dire pour le développement général du pays, toutes les potentialités : ressources naturelles et humaines, touristiques et minières.

Encore une fois, les orientations sont bonnes et ne doivent, en aucun cas, être infléchies par une crise politique.

Propos recueillis par Richard BOHAN

FIM NEW 2019

23 | 24 | 25 | 26 MAI

Labellisée
CRÉATIVE FRANCE
Avec le concours de
 CCI FRANCE
MADAGASCAR

SPOTS

Spot Economie Numérique Spot Industrie

Spot Logistique Transport Spot R S E...

PAVILLONS

Allemagne Canada France

Indonésie Madagascar Maurice ...

FOCUS CANADA

FORELLO EXPO
Tanjombato

www.foire-internationale-de-madagascar.com